

## Continuité dans le scandale

Récemment, dans une tribune du *Monde* (28 septembre), Madame Geneviève FIORASO, Ministre de l'Enseignement Supérieur, a pointé des dysfonctionnements du système éducatif en général et de l'enseignement supérieur en particulier que, dès longtemps, le SNCA e.i.L. Convergence a montrés et dénoncés.

Alors que la « voie noble » d'accès au baccalauréat est la filière S, les étudiants en première année des facultés de sciences se raréfient : à la Sorbonne, à cette rentrée universitaire, deux amphithéâtres réservés à l'accueil de ces étudiants n'ont pas fait le plein. Et c'est comme cela dans la France entière.

Où vont donc les bacheliers S en cette rentrée ?

Comme les années précédentes, un certain nombre est en classes préparatoires aux Grandes Ecoles ; mais cela ne suffit pas à expliquer le déficit en facs de sciences.

Beaucoup – trop – avec un bac S prétendent devenir des techniciens supérieurs et se font inscrire en classe de BTS et en IUT.

Or ces diplômes et ces instituts n'ont pas été créés pour les bacheliers S, mais bien pour les bacheliers technologiques, voire professionnels.

Cette anomalie n'est pas de la seule responsabilité des étudiants et de leurs familles : les équipes pédagogiques et de direction des IUT et des classes de BTS qui privilégient les dossiers des bacheliers S au détriment de ceux des bacheliers techno et pro, ont une très **grande part de responsabilité dans cette injustice sociale.**

A quoi elles répondront que leur objectif est d'afficher le plus de diplômés possible en fin d'études afin d'asseoir leur réputation dans la classification des établissements qui mènent à la réussite !

**Voilà à quoi conduit l'oubli de la mission première de l'Ecole : après avoir instruit et éduqué la jeunesse, la former du mieux possible : objectif de formation de toute la jeunesse occulté par celui de la performance** de tel lycée ou de tel IUT !

On comprend pourquoi il est impératif de refonder l'Ecole de la République !

Il y a, derrière ce premier constat du détournement des objectifs de l'Ecole de la République en matière de formation professionnelle, d'autres réalités tout aussi consternantes.

L'écume, d'abord : pourquoi y a-t-il de plus en plus d'étudiants du niveau soi-disant supérieur qui « font » plusieurs grandes écoles à la fois ? Naguère, la réussite à plusieurs concours d'entrée dans ces grandes écoles, impliquait un choix ... Aujourd'hui, il semble que **le cumul d'appartenance simultanée aux grandes écoles** soit devenu un sport zélitique pratiqué avec zèle. Accessoirement, cela ne signifie-t-il pas que la spécialité dans la formation supérieure s'est considérablement édulcorée puisqu'il est possible d'être à Centrale tout en suivant un cursus HEC ? Ce qui reviendrait à dire que les Grandes Ecoles ne sont plus en charge de former les cadres inventifs des entreprises productives, mais des gestionnaires prétendument interchangeables ? Auquel cas, ces Grandes Ecoles, si spécifiques de l'enseignement supérieur français, seraient devenues des ersatz de l'ENA ... Quel progrès !

Après l'écume, **le déni de justice sociale, à partir de l'exemple des bacheliers pro.**

Dans l'ancien cursus du bac pro en 2 fois 2 ans (2 années de prépa au BEP + 2 années de prépa au bac pro), il était entendu que ce bac très professionnalisé donnait accès directement à la vie active. Toutefois, il était prévu que 20 % des bacheliers pro poursuivraient des études supérieures.

Jamais cet objectif n'a été atteint, très loin de là.

Une remarque en passant. Les défenseurs du bac pro 3 ans (avec la suppression du BEP...), avant son institution généralisée, arguaient que beaucoup de détenteurs du BEP n'optaient pas pour la préparation du bac pro en 2 ans ; jamais, ou à la marge, ils n'ont insisté sur le fait que peu de bacheliers pro se lançaient dans des études supérieures...

C'est pourtant là que le bât blesse.

Car, avec la nouvelle formule du bac pro en 3 ans, il n'y a pas davantage de candidats à la poursuite d'études ; et, cerise véreuse sur la tartine de confiture, moins professionnalisés qu'auparavant, les bacheliers pro (plus de 80 %) qui optent pour l'entrée dans la vie active sont moins bien armés car moins bien formés (3 ans au lieu de 4 minimum) que leurs prédécesseurs. Donc moins « efficaces »... Ce qui a des effets sur l'emploi et le salaire.

C'est sans doute la raison pour laquelle les demandeurs du bac pro en 3 ans, les adhérents et sympathisants de l'Union (patronale) des Industries et Métiers de la Métallurgie, très pote avec la centrale ouvrière FO des métallurgistes, qui ont obtenu de LANG Jack (PS) l'expérimentation du bac pro 3 ans (et la suppression *ipso facto* du BEP) et de DARCOS Xavier (UMP), associé au SNETAA-FO, sa généralisation, sont aujourd'hui si critiqués à l'égard du bac pro 3 ans.

Soit ! Un BEP ce n'est pas suffisant pour les besoins de l'UIMM. Il y faut un bac pro.

Mais un bac pro sans passage par le BEP, c'est encore moins efficient que le BEP !

Où l'on voit les contradictions du capitalisme mises en scène par les capitalistes eux-mêmes, les Maîtres des Forges français, qui en dehors de la recherche de l'augmentation de leurs profits immédiats n'ont pas beaucoup de jugeote !

Chacun sait bien dans quel état est la sidérurgie française égorgée par Monsieur MITTAL ...

Mais il a une complice de taille : l'UIMM (ARCELOR) \*en personne !

Pour en revenir aux études post-bac des bacheliers techno et pro, il est temps

- que l'accès aux filières créées pour eux ne soit pas rétréci par des priorités intempestives accordées aux petites ambitions d'autres bacheliers ;
- que la préparation au bac S soit réservée aux élèves qui ont un vrai projet d'études longues en sciences ;
- que, par conséquent, la voie S ne soit plus une voie d' « excellence sociale » au détriment de l'excellence scolaire ;
- que conscience soit prise que l'excellence scolaire est offerte par toutes les voies de formation initiale, pourvu qu'en soit respectée la spécificité.

Même si le SNCA e.i.L. Convergence a quelque doute sur l'issue du débat sur la refondation de l'Ecole de la République, d'abord parce qu'il constate que ce « débat » est très vite devenu une « concertation », ensuite parce que les « experts » conviés à ce débat-concertation sont, pour beaucoup d'entre eux, des experts en démolition de l'Ecole de la République et, enfin, parce qu'assimiler la Refondation de l'Ecole de la République à une « rénovation pédagogique »\*\* lui semble un tantinet réducteur, il prend acte de la lucidité de Madame le Ministre Geneviève FIORASO sur certains des problèmes de l'Enseignement supérieur en particulier et du système éducatif en général.

\*C'était en 2002-2003, un peu avant un peu après ... Le SNES-FSU faisait dans son US de la pub pour ARCELOR !

\*\* Dixit François BONNOT, président de la Région Centre et vice-président de l'ARF ...